

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 22 décembre 2021

Objet n° 32 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maité Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Frederic Nimal, Echevin; M. Axel Bernard, Mmes Fatima El Khattabi, Fatima Ben Abbou, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Exercices 2022 à 2025 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 4 et 7 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu sa délibération du 31 mai 2017, votant le règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière sur la voirie ;
Revu sa délibération du 28 octobre 2020 votant le règlement-taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2025 ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera d'autre part les activités entrepreneuriales sur le territoire communal ;
Considérant que l'utilisation privative du domaine public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une taxe ;
Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;
Considérant que l'activité visée par le règlement-taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux et qu'il est équitable d'en faire supporter la charge aux bénéficiaires ;
Considérant que l'occupation temporaire du domaine public a des incidences notamment sur la tranquillité publique et la mobilité ; qu'un règlement-taxe peut avoir pour objectif accessoire d'encourager à limiter ces incidences sur la tranquillité publique et la mobilité ;
Considérant que l'exonération consentie sous l'article 6 §1^{er} ne peut être qualifiée de discriminatoire car elle ne traite pas de manière différente des catégories de contribuables qui se trouvent dans des situations comparables ; qu'en effet, il est raisonnable et objectif au regard du but poursuivi par le règlement de ne pas taxer ces occupations car elles n'entraînent pas (ou très peu) de coût au niveau des services assurant le maintien de la sécurité et de la propreté publique financés par la Commune ;
Considérant que l'exonération prévue à l'article 6 §2 est justifiée par la volonté d'encourager les initiatives visant à rénover les façades et des toits, en ce qu'elles participent à l'amélioration du paysage urbain ;
Considérant que l'exonération consentie à l'occasion de la découverte de vestiges historiques renfermés dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des fouilles d'effectuer, dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés, ne manque pas de pertinence puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'une circonstance imprévisible qui donne lieu à l'arrêt du chantier pour un délai indéterminé, se révélant alors préjudiciable au bon déroulement des opérations et aux intérêts du redevable ;
Considérant que l'exonération consentie à l'occasion des recherches scientifiques ne manque pas de pertinence puisque d'une part, celles-ci sont essentielles à la production de connaissances nouvelles et sont également un maillon primaire du processus d'innovation, et que d'autre part, ces recherches sont subventionnées par des institutions publiques ;
Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 30 novembre et 14 décembre 2021 et le dossier

administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'impositions 2022 à 2025, une taxe communale sur toute occupation privative du domaine public à titre temporaire

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

- **Domaine public** : les biens qui appartiennent à une personne de droit public (autorité communale ou régionale) et qui servent indistinctement à l'usage de tous, tels que notamment les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats, les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement de véhicules, les parcs, les jardins, les plaines et les aires de jeux publics.
- **Occupation privative** : toute occupation à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles, d'un dépôt de matériaux, de matériels ou toute cause gênant la circulation des piétons ou véhicules sur le domaine public, même partiellement ou temporairement.

Article 3

§1. La taxe est due par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable de l'autorisation d'occupation par l'autorité compétente, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement le domaine public. Lorsque cette occupation est liée à la réalisation de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, ou de transformation d'immeubles, l'entrepreneur est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître d'ouvrage.

§2. La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée du domaine public ou à la projection au sol de la superficie occupée de l'espace aérien situé au-dessus lors d'un échafaudage et à la durée de cette occupation, tel que décrit dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable ou de non-respect de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, il est présumé que l'occupation constatée a débuté 7 jours calendrier avant la date à laquelle l'occupation est constatée par un agent communal habilité à cette fin.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé, au 1^{er} janvier 2022, à 1,31€ par mètre carré de surface occupée et par jour calendrier. Ce taux sera majoré de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% les années suivantes, conformément au tableau repris ci-dessous :

Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
1,35 €	1,38 €	1,40 €

En cas d'absence d'autorisation préalable ou de non-respect, les taux repris ci-dessus seront doublés.

La taxe est exigible pour toute la durée de l'occupation du domaine public. Toute journée commencée est comptée pour une journée entière.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

Article 5

§1. La taxe est due sans que l'intéressé puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public. En outre, l'intéressé a l'obligation de supprimer ou de réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

§2. Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payé.

§3. Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la Commune, aucune obligation spéciale de surveillance du domaine public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du redevable de la taxe.

§4. La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité qui pourrait être réclamée pour la réparation éventuelle des dégradations occasionnées au domaine public.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

§1. **Le premier jour d'occupation** : les occupations relatives à une livraison, à un déménagement ou à des travaux ;

§2. **Les vingt premiers jours d'occupation** : les occupations par un échafaudage en vue d'une rénovation de l'enveloppe extérieure de l'immeuble ;

§3. En cas d'occupations successives du domaine public pour des motifs énumérés aux §1 et 2, les exonérations prévues dans ces articles ne s'appliqueront que pour autant que 7 jours de calendrier séparent les demandes d'autorisation, et ce dans le but de limiter l'emprise sur le domaine public ;

§4. Les occupations du domaine public à l'occasion de la découverte de vestiges historiques renfermés dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des fouilles, d'effectuer dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés ;

§5. Les occupations du domaine public liées à des recherches scientifiques ;

§6. Les occupations du domaine public par les impétrants institutionnels inscrits sur la liste dans le cadre de l'ordonnance du 3 juillet 2008, relative aux chantiers en voirie ;

§7. Les occupations tombant sous l'application du règlement-taxe sur les occupations de la voie publique à des fins commerciales ou du règlement-taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Article 7

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle ou l'examen de l'application du présent règlement-taxe notamment en fournissant

tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 8 à 10 du présent règlement.

Article 8

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune, à l'attribution de l'autorisation. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 11

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 12

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 octobre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 22 décembre 2021.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 22 december 2021****Voorwerp nr 32 van de agenda**

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wnd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssani, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Frederic Nimal, Schepen; H. Axel Bernard, Mevr. Fatiha El Khattabi, Fatima Ben Abbou, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbare domein - Aanslagjaren 2022 tot 2025 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 4 en 7 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet het raadsbesluit van 31 mei 2017 stemmend het retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de weg;

Herziende het raadsbesluit van 28 oktober 2020 stemmend het belastingreglement de tijdelijke bezetting van het openbare domein, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2025;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat een vereenvoudigde procedure een optimale zekerheid en voorspelbaarheid waarborgt voor de omwonenden enerzijds en de ondernemersactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt anderzijds;

Overwegende het feit dat de privaatbezetting van het openbaar domein een voordeel is voor degenen die er gebruik maken en het aangewezen is dat de begunstigden onderworpen zijn aan een belasting;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten en het billijk is de lasten te laten dragen door de begunstigden;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting van het openbaar domein gevolgen heeft vooral voor de openbare rust en mobiliteit; dat een belastingreglement als bijkomend doel kan hebben het aanmoedigen om deze effecten op de openbare rust en de mobiliteit te beperken;

Overwegende het feit dat de op grond van artikel 6, § 1 verleende vrijstelling niet discriminerend kan zijn omdat de behandeling niet verschillend is van de categorieën belastingplichtigen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden, dit eigenlijk redelijk en objectief is, met betrekking tot het nagestreefde doel van het reglement om deze bezettingen die geen (of weinig) kosten opleggen aan de diensten die zorgen voor de handhaving van de openbare veiligheid en netheid dat de Gemeente, niet te belasten;

Overwegende het feit dat de vrijstelling op grond van artikel 6, § 2, wordt gerechtvaardigd door de wens om renovatie-initiatieven van gevels en daken aan te moedigen, omdat ze bijdragen het stedelijke landschap te verbeteren;

Overwegende dat de vrijstelling verleend bij de ontdekking van ondergrondse historische overblijfselen, voor al de dagen die de eigenaren toestaan aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen, om in de omheining van de werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt, relevant is, aangezien het in de meeste gevallen een onvoorziene omstandigheid is die de stopzetting van de werf voor onbepaalde tijd tot gevolg heeft en dus schadelijk is voor de belangen van de belastingsschuldige;

Overwegende dat de vrijstelling verleend voor wetenschappelijk onderzoek relevant is omdat enerzijds, dit essentieel is voor de ontwikkeling van nieuwe kennis en tevens de eerste schakel in het innovatieproces, en anderzijds, deze onderzoeken zijn betoelaagd

door openbare instellingen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november en 14 december 2021 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op alle te gebeuren tijdelijke privaatieve bezettingen van het openbaar domein.

Artikel 2

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- **Openbaar domein**: de onroerende goederen die eigendom zijn van een publieke rechtspersoon (gemeentelijke of gewestelijke overheden) en die zonder meer bestemd zijn voor het gebruik door iedereen, voornamelijk de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen, de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- **Privatieve bezetting**: iedere bezetting naar aanleiding van bouw-, afbraak-, wederopbouw-, verbouwing-, herstelling- of onderhoudswerken aan gebouwen, door het plaatsen van materialen, van materieel of van wat dan ook dat het verkeer van voetgangers of rijtuigen op het openbaar domein belemmert, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk.

Artikel 3

§1. De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid.

Bij bezetting van het openbaar domein, zonder het voorafgaand verkrijgen van de toestemming door de bevoegde autoriteit, is de belasting verschuldigd door degene, natuurlijke of rechtspersoon, die het openbaar domein bezet. Wanneer deze bezetting gerelateerd is aan de uitvoering van de bouw, sloop, heropbouw of verbouwing van gebouwen, is de aannemer hoofdelijk aansprakelijk om de belasting te betalen met de bouwheer.

§2. De belasting wordt proportioneel vastgesteld volgens de bezette oppervlakte van het openbaar domein of tot de projectie op de begane grond van de bezette oppervlakte van de stelling en van de duurtijd van deze bezetting, zoals beschreven in de door de bevoegde autoriteit verleende vergunning.

Bij bezetting van het openbaar domein zonder het voorafgaand verkrijgen of bij niet respecteren van de vereiste toelating in uitvoering van onderhavig reglement, zal aangenomen worden dat de vastgestelde bezetting een aanvang heeft genomen 7 kalenderdagen voorafgaand de dag waar de daartoe bevoegde gemeentelijke agenten de bezetting hebben vastgesteld.

Artikel 4

De aanslagvoet op 1 januari 2022 vastgesteld op 1,31€ per vierkante meter bezette oppervlakte en per kalenderdag. Deze aanslagvoet zal per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en de daaropvolgende jaren met 2%, volgens onderstaande tabel:

Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024	Aanslagjaar 2025
1,35 €	1,38 €	1,40 €

Bij gebrek van een voorafgaande toelating of bij het niet respecteren, zullen de hierboven vermelde aanslagvoeten worden verdubbeld.

De belasting is verschuldigd voor de totale gebruiksduur van het openbaar domein. Elke begonnen dag wordt voor een hele dag geteld.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

Artikel 5

§1. De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige aanspraak kan maken op gelijk welk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare ruimte. Bovendien heeft hij de plicht om het verleende gebruik stop te zetten of te verminderen op het eerste verzoek van de gemeenteoverheid en zonder, uit dien hoofde, op enigerlei vergoeding aanspraak te kunnen maken.

§2. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§3. De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen. Het gebruik gebeurt op eigen risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§4. De gevestigde belasting is onafhankelijk van de voorziene vergoeding te betalen voor de eventuele herstelling van de bestrating, veroorzaakt door de bezetting van het openbaar domein.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

§1. **De eerste dag van bezetting**: bij bezettingen om reden van een levering, een verhuis of van werken;

§2. **De eerste twintig dagen van bezetting**: bij bezettingen door een stelling tengevolge van een renovatie aan de buitenkant van het gebouw;

§3. In geval van opeenvolgende bezettingen van het openbaar domein om redenen opgesomd in § 1 en 2, zijn de vrijstellingen van deze artikelen van toepassing, in zoverre er 7-kalenderdagen zitten tussen de afzonderlijke aanvragen tot toelating, en dit om de greep op het openbaar domein te beperken;

§4. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van het ontdekken van ondergrondse historische overblijfsels, voor alle dagen gedurende dewelke de eigenaars aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen de toelating geven om in de omheining van de werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt;

§5. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van wetenschappelijk onderzoek;

§6. De bezettingen van het openbaar domein door de institutionele concessiehouders opgenomen in de lijst met betrekking tot de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg;

§7. De bezettingen die vallen onder de toepassing van het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden of het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Artikel 7

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 8 tot 10 van dit reglement.

Artikel 8

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente, op het moment van de in ontvangstneming van de toelating. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 9

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 11

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 12

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2022 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 oktober 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 22 december 2021.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE